

NATIONS UNIES



# QUESTIONNAIRE SPÉCIAL POUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINÉE

Approuvé par le Conseil de tutelle  
à sa vingt-deuxième session  
(Additif au Questionnaire approuvé  
par le Conseil de tutelle à sa onzième session)

CONSEIL DE TUTELLE

DOCUMENTS OFFICIELS

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

New-York, 1959

**NATIONS UNIES**

**QUESTIONNAIRE SPÉCIAL  
POUR  
LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE  
DE LA NOUVELLE-GUINÉE**

**Approuvé par le Conseil de tutelle  
à sa vingt-deuxième session  
(Additif au Questionnaire approuvé  
par le Conseil du tutelle à sa onzième session)**



**CONSEIL DE TUTELLE**

**DOCUMENTS OFFICIELS**

**SUPPLÉMENT SPÉCIAL**

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

T/1010/Add.1

## NOTE DU SECRÉTARIAT

A sa 930<sup>e</sup> séance, tenue le 24 juillet 1958 au cours de sa vingt-deuxième session, le Conseil de tutelle a décidé d'approuver le Questionnaire spécial pour le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, tel qu'il est proposé dans le document T/1389, amendé aux 929<sup>e</sup> et 930<sup>e</sup> séances du Conseil de tutelle.

Le Questionnaire spécial pour le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée se compose, d'une part, d'additions et de modifications à apporter aux questions figurant déjà dans le Questionnaire de base approuvé par le Conseil de tutelle à sa onzième session (T/1010)<sup>1</sup>, qui s'applique à tous les territoires sous tutelle et, d'autre part, de questions nouvelles à ajouter à ce questionnaire; il doit donc se lire conjointement avec le Questionnaire de base.

Pour faciliter l'usage du Questionnaire spécial, les divers amendements qui y figurent sont classés dans le présent document selon l'ordre dans lequel ils s'appliquent au Questionnaire de base.

---

<sup>1</sup> *Documents officiels du Conseil de tutelle, Supplément spécial* (New-York, 1952).

# QUESTIONNAIRE SPÉCIAL POUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINÉE

Additif au Questionnaire approuvé par le Conseil de tutelle  
à sa onzième session (T/1010)

## Question 2

Modifier cette question comme suit:

« Décrire en détail, toutes les fois que cela sera possible, la structure des sociétés tribales, en tenant compte des éléments suivants :

« a) Organisme ou personne détenant l'autorité, délégation de ses pouvoirs, nature de son autorité, etc.;

« b) Genre de société: patrilinéaire, matrilinéaire, féodale, autocratique, coopérative, etc.;

« c) Idéaux, objectifs et normes de la société;

« d) Moyens de subsistance (chasse, pêche, culture, etc.);

« e) Emplacement des tribus (montagne, lac, rivière ou plaine);

« f) Rôle de la jeunesse et éducation des enfants;

« g) Croyances religieuses ou semi-religieuses;

« h) La propriété: terres, habitations, biens matériels, etc.;

« i) Manière dont la justice est habituellement rendue;

« j) Us et coutumes contraires à la Déclaration universelle des droits de l'homme. »

## Question 11A

Ajouter la question suivante après la question 11:

« Indiquer les dispositions juridiques sur lesquelles repose l'union administrative qui existe entre le Territoire sous tutelle et le territoire de la Papouasie, ainsi que les modalités pratiques du fonctionnement de cette union.

« Indiquer s'il existe des plans pour la création, dans le Territoire, d'un appareil judiciaire et d'organes législatif et administratif distincts. Indiquer s'il existe des plans pour le transfert, dans le Territoire, du siège de l'Administration ou de la Cour suprême. Dans l'affirmative, donner des détails.

« Préciser les mesures qui ont été prises en vue de l'établissement d'un budget distinct et de la tenue

d'une comptabilité distincte pour le Territoire sous tutelle et pour la Papouasie. Préciser quelles mesures ont été prises en vue de l'établissement et de la mise à jour de données statistiques et autres relatives au Territoire sous tutelle.

« Indiquer ceux des fonctionnaires du cadre unifié qui sont en fonction dans le Territoire sous tutelle, ainsi que les traitements afférents aux postes qu'ils occupent.

« Indiquer si, au cours de l'année, il a été créé des districts s'étendant de part et d'autre de la frontière internationale qui sépare le Territoire sous tutelle et le territoire de la Papouasie. »

## Question 14

Modifier les deuxième et troisième paragraphes de la question 14 comme suit:

« Indiquer la mesure dans laquelle les autochtones participent aux organes législatifs, administratifs et judiciaires du Territoire et aux services administratifs et exposer dans quelle mesure cette participation contribue à faire progresser les habitants vers l'autonomie ou l'indépendance.

« Exposer les mesures qui doivent amener le Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance, en précisant par quels moyens l'Administration se propose d'augmenter la participation des autochtones aux organes législatifs, administratifs et judiciaires et aux services administratifs. Indiquer les progrès réalisés dans l'application de ces mesures, en particulier pendant l'année considérée, et les principaux obstacles qu'il reste à surmonter. »

## Question 19

Ajouter un nouveau paragraphe ainsi conçu:

« Exposer les mesures qui doivent: a) associer plus étroitement les autochtones aux travaux du Conseil législatif; b) démocratiser le système de représentation au sein du Conseil législatif. Dire de quelle façon l'on a appliqué ces méthodes jusqu'ici et quels sont les principaux obstacles qu'il reste à surmonter. »

### Question 20

Ajouter, à la fin de la question, le texte suivant :

« Exposer les modifications que l'on a, au cours de l'année, apportées ou proposé d'apporter à la composition et aux pouvoirs de ces organes, et indiquer les mesures qui doivent : a) associer plus étroitement les autochtones aux travaux de ces organes, b) démocratiser le système de représentation au sein de ces organes. Dire de quelle façon l'on a appliqué ces méthodes jusqu'ici et quels sont les principaux problèmes qu'il reste à surmonter. »

### Question 20A

Ajouter la question suivante après la question 20, sous la rubrique « Gouvernement du Territoire » :

« Indiquer les régions du Territoire qui ne sont pas encore soumises au contrôle de l'Administration et exposer les plans établis en vue de les placer sous ce contrôle.

« Indiquer quelles régions ont été, pendant l'année, soumises au contrôle de l'Administration. Fournir une carte-croquis du Territoire indiquant les parties du Territoire :

- « a) Qui sont soumises au contrôle de l'Administration ;
- « b) Qui sont soumises à l'influence de l'Administration ;
- « c) Qui sont soumises en partie à l'influence de l'Administration ;
- « d) Qui sont visitées par des patrouilles ;
- « e) Qui échappent encore au contrôle de l'Administration.

« Indiquer si, au cours de l'année, des incidents se sont produits en ce qui concerne la « pénétration pacifique ». Dans l'affirmative, donner des détails. »

### Question 21

Ajouter un nouveau paragraphe ainsi conçu :

« Indiquer les mesures prises pour favoriser la création de nouveaux conseils de gouvernement local et pour hâter l'éveil de la conscience nationale. »

### Questions 22A et B

Ajouter les deux questions suivantes après la question 22 :

« 22A. — Indiquer les mesures prises ou envisagées en vue de :

- « i) Donner aux autochtones la formation professionnelle qui permettra de les employer, notamment dans les services techniques ;
- « ii) Associer les autochtones aux différents aspects de l'administration du Territoire ;
- « iii) Améliorer les conditions de vie et de travail des fonctionnaires et notamment leur logement.

« Donner des renseignements sur les salaires versés aux autochtones employés dans les différents services et indiquer si, au cours de l'année, on a pris des mesures pour assurer l'application intégrale du principe « à travail égal, salaire égal ».

« Indiquer le nombre des élèves inscrits à l'Institut de la fonction publique et exposer les dispositions qui ont été prises en vue de préparer les autochtones à occuper des postes supérieurs tant dans les services administratifs que dans les services techniques. »

« 22B. — Préciser le nombre des fonctionnaires domiciliés dans la Papouasie qui s'occupent à la fois des affaires du Territoire sous tutelle et de celles de la Papouasie. »

### Question 25

Ajouter un nouveau paragraphe ainsi conçu :

« Décrire le système appliqué dans le Territoire pour la constitution des jurys et indiquer s'il est commun aux autochtones, aux Australiens et aux autres habitants. Dans la négative, donner les raisons de cet état de choses. »

### Question 26

Ajouter à la fin de la question la phrase suivante :

« En ce qui concerne les tribunaux indigènes, exposer les mesures qui ont été prises en vue d'adopter une législation qui reconnaîtrait leur compétence. »

### Question 27

Modifier comme suit la question 27 :

« Donner, pour chaque section de la population, des renseignements sur les actes législatifs ou autres en vertu desquels les tribunaux du Territoire peuvent infliger des peines.

« Indiquer en particulier s'ils peuvent infliger la peine capitale, la résidence forcée, la détention sans jugement, la déportation ou l'exil. Dans ce cas, indiquer dans quelles conditions et par quelle procédure.

« Exposer les raisons pour lesquelles les dispositions légales relatives aux châtiments corporels sont maintenues, indiquer les délits auxquels ils s'appliquent et, le cas échéant, les mesures prises en vue de les abolir complètement.

« Indiquer s'il existe dans le Territoire un système de libération conditionnelle ou de probation. »

### Question 28A

Ajouter le chapitre suivant à la fin de la cinquième partie, intitulée « Progrès politique » :

« Chapitre 9

« Conclusions

« 28A. — Evaluer, au regard des recommandations du Conseil de tutelle sur la question de l'accession du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance, les progrès réalisés, au cours de l'année considérée, dans le domaine politique. »

#### Question 35A

Ajouter la question suivante après la question 35:

« Donner un aperçu de la politique suivie par l'Autorité administrante en ce qui concerne la perception de l'impôt personnel. »

#### Question 37A

Ajouter la question suivante après la question 37:

« Indiquer si l'on a modifié le système fiscal au cours de l'année, en vue, notamment, d'augmenter les recettes budgétaires.

« Indiquer les mesures qui ont été prises en vue d'introduire dans le Territoire l'imposition directe sous une forme quelconque. »

#### Question 38A

Ajouter la question suivante au début de la deuxième section, intitulée « Monnaie et système bancaire », de la sixième partie:

« Indiquer sous quelles formes se font les échanges dans le Territoire et si l'emploi de la monnaie est généralement accepté par les autochtones. »

#### Question 50

Ajouter à la fin de l'alinéa b les paragraphes suivants:

« Décrire en détail le Papua and New Guinea Copra Marketing Board et indiquer en particulier combien de ses membres sont des ressortissants du Territoire sous tutelle et de la Papouasie. Décrire le fonctionnement de cet office et dire comment il détermine le prix payé aux producteurs du coprah. »

Modifier comme suit l'alinéa d:

« Donner la liste des principales sociétés privées et autres entreprises qui s'occupent, dans le Territoire, des ressources, activités et services économiques principaux, en les classant d'après la nationalité ou la section de la population à laquelle appartiennent leurs propriétaires et d'après les pays où elles sont enregistrées. Exposer la procédure suivie pour la constitution et l'enregistrement des sociétés étrangères et nationales; indiquer quelles sont les sociétés étrangères et nationales qui se sont constituées dans le Territoire au cours de l'année et le genre d'affaires dont elles s'occupent. »

#### Question 51

Ajouter ce qui suit:

« Indiquer quelles mesures ont été prises, le cas échéant, pour encourager les autochtones à participer de plus en plus aux échanges commerciaux. »

#### Question 56

Ajouter ce qui suit:

« Indiquer les mesures prises en vue d'effectuer un relevé cadastral pour l'immatriculation foncière. »

#### Question 57A

Ajouter la question suivante après la question 57:

« Exposer la politique suivie par l'Autorité administrante en ce qui concerne l'aliénation des terres au profit de non-autochtones, en indiquant, le cas échéant, les mesures particulières prises dans certaines régions.

« Fournir une carte-croquis indiquant l'emplacement des terres qui ont été aliénées au profit de non-autochtones.

« Exposer la politique et le système adoptés en matière d'aliénation de terres appartenant à des autochtones.

« Indiquer la superficie des terres acquises par l'Administration au cours des cinq dernières années.

« Indiquer si des terres aliénées ont été transférées aux autochtones. Dans l'affirmative, donner des détails. Exposer la procédure prévue pour le transfert aux autochtones des terres aliénées.

« Indiquer la composition et les pouvoirs du Land Development Board et exposer ses activités, notamment en ce qui concerne l'aliénation des terres. Préciser si des autochtones y sont représentés et, dans la négative, en indiquer les raisons. »

#### Question 58

Ajouter deux paragraphes ainsi conçus:

« Indiquer les mesures qui ont été prises ou qui sont envisagées pour améliorer les méthodes agricoles appliquées par la population autochtone, afin d'accroître le volume total de la production et d'élever le niveau du régime alimentaire de la population.

« Enumérer les principales récoltes du Territoire et indiquer le rôle joué dans l'agriculture par les autochtones et les non-autochtones, respectivement. Indiquer le nombre des plantations qui appartiennent à des non-autochtones, classés par nationalité, et préciser leur emplacement et leur principal produit agricole. »

#### Question 58A

Ajouter la question suivante après la question 58:

« Exposer le programme de développement agricole prévu pour le Territoire, notamment en ce qui concerne l'agriculture autochtone.

« Décrire les travaux, les activités et les plans des stations d'expérimentation et de vulgarisation et indiquer de quelle manière et dans quelle mesure les autochtones en bénéficient. Préciser l'emplacement de ces stations. »

#### Question 64

Ajouter un nouveau paragraphe ainsi conçu:

« Dire dans quelle mesure les intérêts autochtones et les régions occupées par des autochtones ont été affectés par l'octroi de concessions forestières et s'il en est résulté des mouvements de population quelconques. »

#### Question 66A

Ajouter la question suivante après la question 66:

« Faire une description détaillée de l'industrie du bois dans le Territoire. Indiquer de quelle manière et dans quelle mesure les autochtones sont associés à cette industrie.

« Exposer les plans qui ont été établis en vue du développement de l'industrie du bois. »

#### Question 68

Ajouter ce qui suit:

« Indiquer les gisements minéraux du Territoire, à qui ils appartiennent et par qui ils sont exploités, ainsi que la mesure dans laquelle les non-autochtones participent à l'exploitation des ressources minérales, en classant ces non-autochtones par nationalité.

« Indiquer dans quelle mesure les autochtones participent à l'exploitation des ressources minérales. »

#### Question 69

Modifier cette question comme suit:

« Rendre compte des enquêtes géologiques ou des levés aérophotogrammétriques effectués jusqu'à présent par l'Administration, en ce qui concerne les ressources minérales, y compris le pétrole, et donner une idée de la durée probable des ressources minérales. Indiquer le taux actuel d'épuisement de ces ressources.

« Indiquer si des dispositions ont été prises pour préserver les habitants des conséquences économiques de l'épuisement des ressources minérales.

« Exposer les plans qui ont été établis, le cas échéant, pour développer l'industrie extractive dans l'ensemble du Territoire, et en particulier dans les régions où les ressources minérales ne sont pas encore exploitées.

« Donner des précisions sur la façon dont l'or est produit et sur le taux des redevances minières au cours des cinq dernières années, y compris l'année considérée. »

#### Question 73A

Ajouter la question suivante après la question 73:

« Indiquer quelles mesures ont été prises en vue d'encourager l'exploitation des ressources naturelles par des industries locales afin d'élever le niveau de vie des autochtones et, d'une manière générale, de fortifier l'économie du Territoire. »

#### Question 75

Ajouter un nouveau paragraphe ainsi conçu:

« Indiquer les mesures qui ont été ou qui sont prises pour améliorer le réseau routier du Territoire. Exposer les plans qui ont été établis, le cas échéant, en vue de développer ce réseau. Préciser si l'Autorité administrante élabore des plans pour créer des services ferroviaires dans le Territoire. S'il en est ainsi, indiquer où en est l'élaboration de ces plans. »

#### Question 82

1. Ajouter un « A » avant les mots « Indiquer si l'esclavage », au premier paragraphe de la question 82.

2. Ajouter après l'alinéa *e* (à la suite des mots « de son intérêt ») deux nouveaux paragraphes ainsi conçus:

« B. S'il est courant qu'une famille non autochtone adopte pour un certain temps un enfant autochtone, indiquer le but de ce genre d'adoption et les mesures prises pour la protection de l'enfant.

« C. Préciser le statut et les droits des enfants nés hors mariage et les mesures prises pour leur protection. »

#### Question 85

Ajouter ce qui suit:

« c) La protection du foyer contre les perquisitions et saisies arbitraires;

« d) Le secret de la correspondance;

« e) La liberté de mouvement des autochtones. »

#### Question 90

Ajouter ce qui suit:

« Exposer la procédure suivie en ce qui concerne l'admission des immigrants et les conditions dans lesquelles ils sont admis. Indiquer, pour l'année considérée, le nombre d'immigrants par pays d'origine. »

#### Question 94

Ajouter deux nouveaux paragraphes ainsi conçus:

« Indiquer si, pour le même genre de travail, les femmes indigènes reçoivent le même salaire que les hommes.

« Indiquer si les femmes indigènes bénéficient d'un congé de maternité; dans l'affirmative, donner des précisions sur la durée de ce congé et la rémunération qu'elles perçoivent pendant ce temps. »

#### Question 98A

Ajouter la question suivante après la question 98:

« Indiquer si les migrations de travailleurs en provenance ou à destination des territoires voisins et, notamment, vers le territoire de la Papouasie, ont entraîné une pénurie de main-d'œuvre dans le Territoire sous tutelle. Si des migrations de ce genre sont jugées contraires aux intérêts des travailleurs migrants et à ceux du Territoire sous tutelle, exposer, en termes généraux, les mesures prises en vue de prévenir les mouvements migratoires. »

#### Question 100

1. Modifier comme suit l'alinéa *b* de la question 100.

« b) Les contrats de travail, en mentionnant les sanctions civiles et pénales, la main-d'œuvre engagée à long terme, les périodes maximums de service pou-



vant être prévues explicitement ou implicitement dans un contrat, et les organes auxquels on peut faire appel en cas de différend relatif à l'application d'un contrat. »

2. Compléter de la manière suivante les alinéas ci-après :

« d) ... la coutume consistant à retenir une partie du salaire jusqu'à l'expiration du contrat de travail;

« e) ... préciser si les travailleurs peuvent demander à recevoir en espèces un montant équivalent à la valeur de ces rations;

« j) ... y compris la protection maternelle, le travail de nuit et les travaux dans les mines;

« k) ... y compris l'âge minimum d'embauchage, le travail de nuit et les heures de travail. »

#### Question 103A

Ajouter la question suivante après la question 103:

« Indiquer si, au cours de l'année, des syndicats se sont formés dans le Territoire. Dans l'affirmative, préciser pour chacun d'eux le nombre de leurs adhérents autochtones, chinois, australiens et autres, la région où ils exercent leurs activités et, le cas échéant, leurs affiliations avec des organisations analogues dans le Territoire ou à l'étranger. Indiquer quelles mesures l'Autorité administrante a prises pour encourager la création des syndicats. »

#### Question 108A

Ajouter la question suivante après la question 108:

« Indiquer si, au cours de l'année, il a été promulgué des lois ou des règlements sur la sécurité sociale et les services sociaux. Dans la négative, donner les raisons de cet état de choses et exposer les mesures envisagées dans ce domaine. »

#### Titres de la huitième partie (Progrès de l'enseignement) et de l'annexe statistique XXII:

Ajouter à ces titres une note ainsi conçue:

« Tous les renseignements relatifs aux progrès de l'enseignement, y compris les réponses fournies dans l'annexe statistique, doivent porter séparément, le cas échéant, sur les autochtones, les Asiatiques, les métis et les Européens. »

#### Question 152

Ajouter ce qui suit après les mots « développer l'enseignement »:

« , et en particulier l'enseignement primaire, secondaire, technique et supérieur dans le Territoire. »

#### Question 157

Ajouter, après le deuxième paragraphe, un nouveau paragraphe ainsi conçu:

« Indiquer les mesures qui doivent permettre d'instituer dans tout le Territoire l'enseignement primaire

gratuit, universel et obligatoire, et dire dans quelle mesure elles ont été appliquées jusqu'ici dans les régions soumises au contrôle de l'Administration. »

#### Question 157A

Ajouter la question suivante après la question 157:

« Indiquer si l'Autorité administrante a étudié la possibilité de créer des centres d'éducation de base dans le Territoire, notamment dans les régions qui viennent d'être soumises au contrôle de l'Administration et où il n'existe pas d'établissements scolaires réguliers. »

#### Question 164A

Ajouter la question suivante après la question 164:

« Indiquer les mesures qui ont été prises au cours de l'année en vue d'accroître le nombre et d'améliorer la qualité des écoles primaires. »

#### Question 170

Ajouter ce qui suit:

« Donner des indications sur les mesures qui ont été prises au cours de l'année pour augmenter le nombre des bourses d'études, de perfectionnement ou d'internat à l'étranger. »

#### Question 172

Ajouter après le troisième paragraphe, les deux paragraphes ci-après:

« Dire quelles mesures ont été prises au cours de l'année pour développer les centres ou écoles de formation d'instituteurs afin d'accroître l'effectif du personnel enseignant dans le Territoire. Indiquer en outre quelles mesures sont prises pour recruter un plus grand nombre d'instituteurs qualifiés venant de l'étranger. »

« Indiquer le nombre des élèves-maîtres qui accomplissent un stage et le genre de formation que reçoivent les instituteurs autochtones. »

#### Question 181

Modifier comme suit le deuxième paragraphe de la question 181:

« Dans la mesure où les réponses aux questions précédentes ne l'ont pas indiqué, exposer la politique que l'on suit actuellement pour l'enseignement des langues indigènes dans les écoles primaires, secondaires et supérieures. Renseigner sur les études entreprises par l'Autorité administrante au sujet des langues indigènes et de l'adoption éventuelle d'une langue commune pour les autochtones. »

Ajouter le texte suivant après le deuxième paragraphe:

« Indiquer les mesures qui doivent retirer au pidgin mélanésien le rôle de langue d'enseignement; relater les progrès réalisés dans cette voie; mentionner les principaux problèmes qui se posent et les mesures que l'on a prises ou que l'on envisage de prendre pour les résoudre. »

## DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

### ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Schwanthaler Strasse 59, Frankfurt/Main.

Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.  
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. Saarbach, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

### ARGENTINE

Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

### AUSTRALIE

H. A. Goddard, A.M.P. Bldg., 50 Miller St., North Sydney; 90 Queen St., Melbourne.

Melbourne University Press, 369/71 Lonsdale Street, Melbourne C.1

### AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.  
B. Willersdorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

### BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.

W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

### BIRMANIE

Curator, Govt. Book Depot, Rangoon.

### BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

### BRESIL

Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.

### CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.

### CEYLAN

Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.

### CHILI

Editorial del pacifico, Ahumada 57, Santiago.

Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.

### CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipeh, Taiwan.  
The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

### COLOMBIE

Librería Buchholz, Bogotá.  
Librería América, Medellín.

Librería Nacional, Ltda., Barranquilla.

### COREE

Eul-Yoo Publishing Co., Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.

### COSTA-RICA

Imprenta y Librería Trejos, Apartado 1313, San José.

### CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

### DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.

### EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil et Quito.

### ESPAGNE

Librería Mundi-Prensa, Castello 37, Madrid.

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

### ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

### ETHIOPIE

International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abebä.

### FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

### FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).

### GHANA

University College Bookshop, P.O. Box 4, Achimota, Accra.

### GRECE

Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.

### GUATEMALA

Sociudad Económica Financiera, 6a Av. 14-33, Guatemala.

### HAITI

Librairie "A la Caravelle", Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

### HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa

### HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

### INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi et Hyderabad.

Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.

P. Varadachary & Co., Madras.

### INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

### IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

### IRAN

"Guilty", 482 Ferdowsi Avenue, Téhéran.

### IRLANDE

Stationery Office, Dublin.

### ISLANDE

Bakaverzlun Stigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

### ISRAEL

Blumstein's Bookstores, Ltd., 35 Allenby Road, Tel Aviv.

### ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze, et Lungotevere

Arnaldo da Brescia 15, Roma.

### JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

### JORDANIE

Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

### LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

### LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

### LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

### MEXIQUE

Editorial Hermes, S.A., Ignacio Moriscot 41, México, D.F.

### NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

### NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

### PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.

Publishers United, Ltd., Lahore.

Thomas & Thomas, Karachi, 3.

### PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

### PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

### PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

### PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima.

### PHILIPPINES

Aleamar's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

### PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

### REPUBLIQUE ARABE UNIE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Caïro.

Librairie Universelle, Damas.

### REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

### ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.

### SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

### SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Collyer Quay.

### SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

### SUISSE

Librairie Payot, S.A., Lausanne, Genève.  
Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zürich 1.

### TCHECOSLOVAQUIE

Československý Spisovatel, Národní Trída 9, Praha 1.

### THAILANDE

Pramuan Mit, Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

### TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

### UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Mejdunarodnaia Kniga, Smolenskaia Plachad, Moskva.

### UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

### URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

### VENEZUELA

Librería del Este, Av. Miranda, No. 52, Edif. Gallipán, Caracas.

### VIET-NAM

Librairie-Papeterie Xuân Thu, 185, rue Tu-Do, B.P. 283, Saigon.

### YUGOSLAVIE

Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenia.

Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.

Prosvjeta, 5, Trg. Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

[59F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).